Déterminé·es à gagner le retrait du projet de réforme des retraites !

La mobilisation massive contre la réforme des retraites se poursuit depuis le 5 décembre. Les syndicats parisiens du SNUipp-FSU, SNUDI FO, SUD éducation, CGT Educ'action et CNT-STE ne laisseront pas ce gouvernement détruire nos acquis sociaux ! Nos organisations ne rentreront pas dans le jeu de dupes du prétendu retrait de l'âge pivot et des pseudo-revalorisations des enseignant·es : les travailleurs·ses, en dépit d'appels de différentes organisations, continuent de démontrer qu'ils et elles refusent le projet du gouvernement, que ce soit par la grève, les blocages, les occupations, les manifestations et rassemblements ou les actions de solidarité.

Chaque jour, des actions menées partout en France réunissent dans un même combat des salarié·es et des agent·es de différents secteurs professionnels. Coude-à-coude, cheminot·es et enseignant·es, avocat·es et dockers·euses, technicien·nes de la culture et secrétaires, agent·es de la ville de Paris et traminot·es, se retrouvent dans la lutte et affirment ensemble leur volonté de continuer jusqu'au retrait du projet de loi.

Face à ce mouvement d'une ampleur inédite, Macron et ses ministres répondent par le mépris et la répression. Alors que la population continue, après un mois et demi de grève, à soutenir majoritairement la mobilisation, le gouvernement a compris qu'il avait déjà perdu la bataille des idées mais il affiche toujours sa volonté de piétiner les intérêts des travailleurs·ses pour livrer le « marché des retraites » aux entreprises privées.

Les organisations syndicales SNUipp-FSU, SNUDI-FO, SUD éducation Paris, CGT Educ'action et CNT-STE soutiennent les actions menées contre la réforme des retraites et appellent à poursuivre le mouvement toute la semaine du 20 au 26 janvier.

Elles soutiennent l'appel à la mobilisation lancée par l'assemblée des grévistes du 1er degré pour le mardi 21 janvier et appellent à participer massivement aux actions interprofessionnelles les 22 et 23 janvier.

Le 22 janvier, elles appellent l'ensemble des collègues à rejeter les injonctions pédagogiques, par un retour à l'envoyeur, place Jacques Bainville (à confirmer) à 13h.

Le vendredi 24 janvier, date du conseil des ministres au cours duquel le projet de loi sur les retraites sera présenté, pour réaffirmer un rejet ferme de cette réforme et de la politique du gouvernement, elles appellent à fermer toutes les écoles de Paris !